



# REGLEMENT DU CIMETIERE

## de Chapelle (Glâne)

L'assemblée communale de Chapelle (Glâne),

**vu**

- *la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (loi sur la santé) ;*
- *l'arrêté du 5 décembre 2000 sur les sépultures (l'arrêté) ;*
- *la loi du 4 février 1972 sur le domaine public ;*
- *la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo),*
- *la convention intercommunale relative au cimetière de Chapelle;*

**édicte**

### DISPOSITIONS GENERALES

**But**

#### **Article premier**

<sup>1</sup>Le présent règlement a pour but de régler les questions relatives à la police du cimetière de Chapelle, lieu d'inhumation officiel des habitants des communes de Chapelle et Rue pour le village de Gillarens.

<sup>2</sup>Peuvent également y être ensevelies les personnes domiciliées et décédées hors du territoire des communes susmentionnées, dont le transfert a été admis par l'autorité compétente.

<sup>3</sup>Les rapports entre les communes formant les cercles d'inhumation sont réglés par convention.

**Surveillance Article 2**

L'administration et la surveillance des cimetières sont de la compétence du Conseil communal.

**Police Article 3**

<sup>1</sup>Le cimetière est ouvert au public.

<sup>2</sup>L'ordre, la décence et la tranquillité doivent être respectés dans son enceinte.

<sup>3</sup>Défense est faite d'endommager les tombes et les monuments, les fleurs et les plantes d'ornement, ainsi que d'y introduire ou d'y laisser courir les animaux.

## ORGANISATION

### **Organisation du cimetière Article 4**

Le Conseil communal décide l'organisation du cimetière en ligne, fixe les emplacements de la sépulture et ordonne la préparation de celle-ci.

Inhumations :

<sup>1</sup>Toutes les personnes âgées de 10 ans et plus sont ensevelies à la ligne.

<sup>2</sup>Les enfants de moins de 10 ans sont ensevelis dans le secteur réservé.

Incinérations :

Le Conseil communal organise le dépôt des cendres des défunts :

<sup>1</sup>Avec urnes cinéraires dans le columbarium, dans l'ordre chronologique.

<sup>2</sup> Avec urnes obligatoires dans une tombe cinéraire à la ligne dans le secteur réservé à cet effet.

<sup>3</sup> Pour les personnes qui le souhaitent, le jardin du souvenir accueille les cendres anonymement et sans urnes.

### **Dimensions Article 5**

<sup>1</sup>Les tombes d'adultes doivent avoir les dimensions suivantes:

- longueur (extérieur de la bordure) 160 cm
- largeur (extérieur de la bordure) 70 cm
- profondeur (art. 6 al. 2 de l'arrêté) 175 cm
- hauteur maximale du monument 150 cm

<sup>2</sup>Les tombes d'enfants doivent avoir les dimensions suivantes:

- longueur (extérieur de la bordure) 120 cm
- largeur (extérieur de la bordure) 50 cm
- profondeur (art. 6 al. 2 de l'arrêté) 175 cm
- hauteur maximale du monument 90 cm

<sup>3</sup>Les tombes cinéraires doivent avoir les dimensions suivantes :

- longueur (extérieur de la bordure) 75 cm
- largeur (extérieur de la bordure) 50 cm
- profondeur (recouvert de terre) 50cm
- hauteur maximale du monument 60 cm

**Distances Article 6**

<sup>1</sup>La distance entre les monuments doit être de 40 cm.

<sup>2</sup>La largeur des allées est de 80 cm.

**Fichier Article 7**

La commune tient à jour un fichier des sépultures et des urnes. Celui-ci mentionne le nom et le prénom de la personne ensevelie ou incinérée, l'année de naissance et celle du décès, le statut de la sépulture et sa validité dans le temps, l'adresse de la succession responsable (ci-après : la succession), les taxes et les droits facturés.

**INHUMATION**

**Fossoyeurs Article 8**

<sup>1</sup>La commune désigne les fossoyeurs chargés de creuser les tombes conformément aux articles 4 à 6 du présent règlement.

<sup>2</sup>Sitôt après la cérémonie d'ensevelissement, les fossoyeurs referment la sépulture et, le cas échéant, disposent les fleurs et placent le symbole religieux.

**Pose d'un monument Article 9**

<sup>1</sup>La pose d'un monument ne peut avoir lieu que 10 mois au moins après l'inhumation.

<sup>2</sup>Le monument devra être conforme aux dimensions prescrites à l'article 5 du présent règlement.

<sup>3</sup>L'ornementation et les plantations ne doivent pas dépasser l'alignement fixé / la largeur et longueur / ni les 2/3 de hauteur du monument.

<sup>4</sup>Les tombes cinéraires sont soumises aux mêmes critères pour les alinéas 2 et 3

**Entretien des tombes Article 10**

<sup>1</sup>L'entretien et l'ornementation des tombes incombent à la succession.

<sup>2</sup>Les débris, fleurs sèches, mauvaises herbes, les papiers et rubans doivent être déposés aux endroits prévus à cet effet.

**Entretien des monuments Article 11**

<sup>1</sup>Lorsqu'un monument est détérioré ou menace de s'écrouler, la succession doit le faire réparer ou l'enlever dans un délai de 30 jours après l'avertissement donné par le Conseil communal.

<sup>2</sup>Si aucune suite n'est donnée à l'invitation tendant à garantir notamment la sécurité du monument et/ou son esthétique, le Conseil communal peut faire enlever le monument aux frais de la succession.

**Dépôt d'urnes cinéraires Article 12**

<sup>1</sup>Lors d'incinérations, les urnes cinéraires peuvent être placées :

- dans le columbarium
- dans une tombe cinéraire

<sup>2</sup>Une seule urne peut être déposée dans une tombe d'adulte existante, sans en prolonger la durée de concession.

<sup>3</sup> Seulement une deuxième urne peut être déposée dans une tombe cinéraire existante, sans en prolonger la durée de concession.

**Entretien à charge de la commune Article 13**

La ou les commune(s) concernée(s) assure(nt) l'entretien des allées, du columbarium et celui des tombes dont le défunt n'a pas ou plus de succession.

Lorsque l'entretien est effectué par la commune les frais incombent à la dernière commune de domicile.

## DESAFFECTATION

**Durée d'inhumation Article 14**

<sup>1</sup>La durée d'inhumation est de 20 ans au moins (art. 6 al. 3 de l'arrêté) pour les tombes et les urnes.

<sup>2</sup> Les urnes déposées dans une tombe existante sont liées à l'échéance de la concession de la tombe et n'entraînent aucune prolongation de celle-ci.

<sup>3</sup>Le Conseil communal peut tolérer le maintien de sépultures échues aussi longtemps qu'il ne doit pas disposer de ces emplacements. Les obligations d'entretien demeurent alors à la succession.

**Désaffectation Article 15**

<sup>1</sup>Après 20 ans, sur avis du Conseil communal, la succession doit procéder à l'enlèvement du monument. Pour les tombes ayant plusieurs personnes ensevelies, est prise en considération la date de la dernière inhumation.

<sup>2</sup>La succession ne pouvant procéder à l'enlèvement du monument peut s'adresser au Conseil communal, respectivement à la commission, qui fait exécuter le travail et le facture à la succession.

<sup>3</sup>Il est interdit de déposer les monuments désaffectés dans l'enceinte du cimetière.

<sup>4</sup>Les urnes dont la durée de dépôt est échue sont retirées du columbarium ou de la tombe où elles étaient placées, après avis à la succession. Celle-ci peut en

prendre possession. A défaut, les cendres seront déposées sans urnes à l'endroit prévu à cet effet, soit dans le jardin du souvenir.

## **TARIFS**

### ***Creusage des tombes***

#### **Article 16**

<sup>1</sup>Les fossoyeurs sont rémunérés par la commune.

<sup>2</sup>L'émolument, fixé à CHF. 500.— pour le creusage d'une tombe d'adulte, est facturé par la commune à la succession.

<sup>3</sup>Le creusage des tombes d'enfants est exempt de tout émolument.

### ***Dépôt d'urnes*** Article 17

<sup>1</sup>La taxe pour le dépôt d'une urne d'une personne de 10 ans et plus dans le columbarium est fixée à CHF 750.—. Elle comprend le coût de la gravure et la pose de la plaquette mentionnant les noms, prénoms et années de naissance et de décès du défunt.

<sup>2</sup>Le dépôt d'une urne d'enfants de moins de 10 ans est exempt de taxe.

<sup>3</sup>L'émolument pour la mise en place d'une urne dans le columbarium, une tombe cinéraire ou dans une tombe existante par les services communaux est fixé à CHF 50.—.

<sup>4</sup>Le dépôt de cendres au jardin du souvenir est exempt de toute taxe et émolument.

### ***Taxe d'entrée*** Article 18

<sup>1</sup>Il est perçu une taxe d'entrée de CHF 1'000.— pour les personnes non domiciliées dans la commune, ou dans une commune du cercle d'inhumation. Celle-ci est facturée par la commune à la succession.

<sup>2</sup>Pour les défunts dont les parents (ascendants directs: père ou mère) sont domiciliés dans la commune, ou dans une commune du cercle, la taxe d'entrée est fixée à CHF 500.—.

<sup>3</sup>Les taxes prévues aux alinéas 1 et 2 sont dues tant pour un ensevelissement que pour le dépôt d'une urne dans le columbarium ou une tombe cinéraire.

### ***Intérêts de retard***

#### **Article 19**

Toute taxe ou émolument non payé dans les délais porte intérêt au taux pratiqué par la Banque cantonale de Fribourg pour les hypothèques du premier rang.

## **PENALITES ET MOYENS DE DROIT**

### **Amendes Article 20**

<sup>1</sup>Celui qui contrevient aux articles 3, 9, 10 et 11 du présent règlement est passible d'une amende de CHF 20.— à CHF 1'000.—, prononcée par le Conseil communal, selon la gravité du cas.

<sup>2</sup>La procédure est réglée par l'article 86 LCo.

### **Voies de droit Article 21**

#### **a) réclamation auprès du Conseil communal**

<sup>1</sup>Les décisions prises par le Conseil communal ou un organe subordonné au Conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du Conseil communal dans les trente jours dès la notification de la décision (art. 103 du Code de procédure et de juridiction administrative, CPJA ; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

<sup>2</sup>La réclamation doit être écrite et motivée et contenir les conclusions du réclamant. Celui-ci indique également les moyens de preuve et joint les documents utiles en sa possession.

<sup>3</sup>Pour les amendes, l'article 86 al. 2 LCo demeure réservé.

#### **b) recours au préfet Article 22**

Les décisions sur réclamation du Conseil communal, y compris celles ayant trait aux taxes ou émoluments, sont sujettes à recours auprès du préfet dans les trente jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

## **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

### **Concessions Article 23**

<sup>1</sup>Les concessions accordées avant l'entrée en vigueur du présent règlement restent valables jusqu'à leur échéance.

<sup>2</sup>Elles ne seront pas renouvelées. Aucune réserve ne sera acceptée.

<sup>3</sup>Les concessions existantes, dont la durée n'a pas été déterminée par l'acte de concession, s'éteindront 80 ans après leur octroi (art. 63 de la loi sur le domaine public).

### **Abrogation Article 24**

Les dispositions antérieures et contraires au présent règlement sont abrogées.

**Entrée**

**Article 25**


Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de la santé et des affaires sociales.

**ADOPTION ET APPROBATION**

Adopté par l'assemblée communale de Chapelle (Glâne), les 16.05.2017 et 22.09.2020 (modification de l'article 5 al. 3)

Le Syndic  Claude Gremaud		La secrétaire  Rosine Menoud
--	---	---

Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales, les 7 juin 2017 et le 30 décembre 2020

  
La Conseillère d'Etat-directrice : Anne-Claude Demierre